

3H2(c). La IIIème République fragilisée dans les années 1930

A. Une atmosphère de crise

En France, la **crise économique de 1929** provoque chômage et pauvreté. La production industrielle ralentit, les faillites d'entreprises se multiplient. De nombreux Français jusque-là favorables à la IIIème république sont inquiets et perdent confiance en l'avenir. Les partis traditionnels apparaissent impuissants face à la crise et plusieurs scandales discréditent le monde politique. Certains Français se tournent vers les partis extrémistes comme le PCF (parti communiste français) partisan de la révolution par les armes ou les ligues d'extrême droite nationalistes, racistes et antiparlementaires. Le **6 février 1934**, des émeutes antirépublicaines éclatent à Paris et menacent la démocratie.

B. Le Front populaire : la réponse des partis de gauche

Les partis de gauche interprètent les manifestations du 6 février 1934 comme une menace contre la République. Lors des élections législatives de mai 1936, communistes, socialistes et radicaux s'unissent pour former le **Front populaire** et obtiennent la majorité à l'Assemblée. **Léon Blum** dirigeant de la SFIO ou parti socialiste devient président du Conseil. Des **grèves massives** éclatent afin de soutenir le nouveau gouvernement et faire pression sur les patrons.

Rapidement, syndicats et patronat réunis par le gouvernement signent les **accords Matignon** à la base du système social français : les salaires sont augmentés, la semaine de travail réduite à **40 heures**, la liberté syndicale assurée, les premiers **congés payés** accordés... Les conditions de vie des salariés s'améliorent nettement.

Cependant la crise persiste, les attaques se multiplient contre le Front populaire qui se fragilise sur la question de la guerre civile espagnole et finit par disparaître après un an d'existence.